

Démocratie électronique – Une parade au déficit démocratique ?

On a depuis longtemps pris conscience des perspectives que les TIC ouvraient à la démocratie, ce dont témoignent pour une bonne part l'enthousiasme suscité de bonne heure par les communautés électroniques et les expériences auxquelles elles ont donné lieu. Le Conseil lui-même publie des documents sur ce thème depuis au moins cinq ans et, comme cela a été dit plus haut, poursuit actuellement dans ce domaine la réalisation d'un vaste projet intégré d'une durée de trois ans, intitulé «Les institutions démocratiques en action», consacré en partie à l'utilisation des TIC dans la promotion de la démocratie.

De nombreux décideurs participent depuis quelques années à ce débat, et des débats nationaux sur la démocratie électronique sont actuellement menés dans beaucoup d'Etats membres. La question se pose de savoir pourquoi.

Pourquoi pensons-nous que la démocratie est en difficulté en Europe et en quoi les TIC peuvent-elles contribuer à régler ce problème ?

On glose à n'en plus finir sur le «déficit démocratique» qui gagne du terrain dans les démocraties occidentales. Les taux de participation électorale sont en baisse. Les sondages d'opinion nous ressassent que les hommes politiques ne sont pas tenus en haute estime. Dans toute l'Union européenne, les classes politiques s'emploient à définir la forme constitutionnelle qui sera celle de l'Union – sa finalité politique. Mais, sondage après sondage et au moment de se rendre aux urnes à l'occasion des élections européennes, les citoyens de l'Europe ne cessent de montrer qu'ils jugent ces institutions et ces débats hermétiques et lointains.

Faut-il en conclure qu'ils s'intéressent moins qu'avant à la politique ou aux problèmes de fond qui ont prise sur leur existence ? Cela semble peu probable. Le développement du mouvement antimondialisation, la capacité des routiers en grève ou des agriculteurs de paralyser la circulation routière, voire la participation aux *talk shows* radiophoniques montrent que les gens continuent de s'intéresser à la politique. Les taux de participation électorale varient entre les pays d'Europe et les dernières élections en France ont donné lieu à la mobilisation d'un grand nombre d'électeurs pour empêcher Le Pen d'accéder à la présidence, ce qui dénote un profond attachement à la démocratie lorsqu'elle semble menacée. Cela étant, la politique traditionnelle, avec ses spécialistes de la communication, les petites phrases à l'intention des médias et l'impression qu'ont beaucoup de gens d'une classe politique qui se parle à elle-même plutôt qu'au grand public, cette politique-là est bien en difficulté, sinon condamnée. Comme l'a dit un commentateur, «on en vient à penser que tout ceci n'est qu'un jeu qui ne présente guère d'intérêt pour l'homme de la rue¹».

La montée de l'individualisme, l'érosion des liens traditionnels de classe et de région, et l'élévation du niveau d'instruction font que la plupart des individus ne votent plus pour le programme d'un parti classique à l'instar de leurs parents ou de leurs grands-parents. Le comportement des électeurs est devenu moins prévisible, et la politique axée sur un problème unique semble avoir éclipsé les spéculations idéologiques. Les programmes politiques étriqués, en

1. *New media and social exclusion*, Hansard Society, juillet 2000 (voir www.hansard-society.org.uk).

particulier ceux de la droite xénophobe ou extrême, retiennent davantage l'attention que par le passé et ont permis à ceux qui s'en réclament d'empocher des voix lors des élections tenues dans certains pays européens, ce qui n'a pas laissé d'inquiéter les élites politiques.

L'idée selon laquelle notre démocratie ne va pas bien continue donc, et à juste titre, de faire son chemin. Nous nous proposons ici de nous demander en quoi les TIC peuvent nous aider à remédier à cette situation.

Pour Jean-Pierre Masseret¹, la «dé-massification» est une fonction de la société de l'information, et le passage d'une société industrielle de masse à la société de l'information est au cœur de la crise actuelle de la démocratie. L'individualisme, l'évolution affectant le lieu de travail et la précarisation de la main-d'œuvre, ainsi que le développement de l'information personnalisée et du commerce électronique sont, d'après lui, autant d'exemples de cette «dé-massification».

Ce phénomène engendre une série de contradictions qui, sans être créées par la présence des nouvelles TIC, sont exacerbées par elles. Il s'agit des contradictions entre :

- les principes de la démocratie sociale et politique et les exigences du marché des communications ;
- un outil universel (l'Internet) et les risques liés au fait d'en être exclu ;
- les possibilités offertes par les technologies de communication et la peur de «Big Brother» ;
- l'autoritarisme inhérent aux communications unidirectionnelles verticales et les perspectives de mise en place de réseaux démocratiques ouverts ;
- l'énorme quantité d'informations disponibles et la possibilité de trouver le temps nécessaire à la réflexion ou le temps de replacer les choses dans leur contexte.

A voir la façon dont ces enjeux sont présentés, nous pouvons identifier ici des éléments calqués sur les thèses inspirées par la technologie, à savoir l'utopie et l'«anti-utopie». L'auteur fait valoir que la démocratie électronique pourrait être le couronnement du processus démocratique ou mener à la désintégration de l'opinion. Selon toute vraisemblance, le résultat sera aussi différent d'un extrême que de l'autre. Les TIC peuvent ouvrir des perspectives démocratiques,

1. Voir «La démocratie électronique», contribution de J.-P. Masseret, in *L'univers virtuel : miracle ou mythe ?*

mais elles ne pourront s'ancrer durablement que sur un système robuste. Comme Randy Connolly l'a souligné¹, les progrès technologiques qu'ont représenté le télégraphe et l'Internet ont été salués comme des «remèdes en ligne pour un monde social mal en point».

Et nous retrouvons un peu de cette «technomanie» dans certaines des expériences de démocratie électronique menées un peu partout dans le monde. C'est bien le cas du scrutin électronique, qui permet de considérer le développement de l'accès à la technologie comme devant régler le problème, en particulier celui de la faiblesse des taux de participation électorale. Nous reviendrons plus en détail sur cette question ; il suffira ici de dire que la faiblesse de ces taux s'explique sans doute beaucoup plus souvent par le mécontentement des électeurs vis-à-vis de ce qui leur est proposé que par la difficulté du vote selon la méthode classique. Ce débat est souvent obscurci par le fait de considérer la technologie comme la panacée.

Sans s'en remettre à la «technomanie» ni considérer les TIC comme le remède à tous les maux de la démocratie, en quoi le recours de plus en plus fréquent à ces technologies peut-il améliorer et développer notre démocratie ?

1. «The rise and persistence of the technological community ideal», in Werry & Mowbray, *Online Communities*, Prentice-Hall, New Jersey, 2001.